

04 juin 2004 -17:00

Appartient à Conseil des Ministres du 4 juin 2004

Initiatives belges à l'étranger

Sur proposition du Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord de financer sur le budget 2004 du SPF Affaires étrangères certaines initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit :

Sur proposition du Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a marqué son accord de financer sur le budget 2004 du SPF Affaires étrangères certaines initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit :

La Belgique mène une politique active en vue de promouvoir les Droits de l'Homme, le renforcement et le rétablissement de l'État de droit, l'aide aux victimes des conflits et la mise en oeuvre d'une politique de diplomatie préventive. Les initiatives suivantes sont proposées à l'appui de cette politique : A l'initiative de Madame la Vice première Ministre et ministre de la Justice : Renforcement de l'État de droit - Colombie : Le projet de " Solidarité Socialiste " vise à renforcer les expériences de justice communautaire dans deux départements de la Colombie, à travers la mise en valeur des conciliateurs communautaires et des juges de paix, le renforcement de l'organisation communautaire, ainsi que la mise sur pied de mécanismes dynamiques et opportuns pour administrer la justice au niveau des communautés. Cette action devrait être approfondie par le biais de formations qui recyclent les initiatives de base des communautés. Promotion de la démocratie - RDC : Afin d'encourager les investisseurs et de relancer le développement économique, le projet de " l'Union pour la défense de la Presse Libre et association des Editeurs des Journaux indépendants du Katanga " vise à renforcer les capacités des journalistes de la région en termes d'enquête et d'investigation et à compléter leur formation pour assurer une meilleure couverture des processus électoraux. Un séminaire de formation de journalistes de la presse libre et indépendante du Katanga sera organisé et 60 journalistes de la presse écrite privée et indépendante bénéficieront de cette formation. Promotion de la Paix - RDC : Cette proposition du " Centre de recherche et d'Appui aux initiatives de Paix (CRAIP) " vise à mettre en place un réseau des femmes leaders en RDC et dans les pays avoisinants pour impliquer les femmes dans le processus de paix. Une Conférence des femmes pour la paix dans la région des Grands Lacs sera organisée au Parlement de Lubumbashi. L'objectif est de mobiliser les femmes leaders de la région pour que leur voix soit entendue lors de la Conférence internationale pour la paix dans la région des Grands Lacs. Renforcement de l'État de droit - RDC : " Solidarité des Femmes juristes du Katanga (SOFEJUR) " propose d'organiser un atelier de réflexion sur la redynamisation de l'outil judiciaire à destination des étudiantes en droit de la région du Katanga avec l'objectif de contribuer à une meilleure administration de la justice et de renforcer la lutte contre l'impunité et contre les violences faites aux femmes. Cet atelier sera organisé durant 3 journées et les responsables prévoient 100 participants. Démocratisation culturelle - RDC : La troupe théâtrale " Mufwankolo " mettra

en scène un spectacle destiné à sensibiliser le public à la lutte contre la fraude, la corruption, l'impunité et à promouvoir une justice équitable. Il comporterait plusieurs sketches liés aux thématiques ci-dessus. Le spectacle sera présenté à 10 reprises dans divers lieux de la province du Katanga. La tournée devrait durer environ 25 jours.

Renforcement de l'État de droit - Afrique Centrale : Dans le cadre de l'organisation d'une Conférence internationale sur l'Afrique centrale le " Centre National de Coopération au Développement (CNCD) " mobilisera les acteurs de la société civile belge actifs en Afrique centrale dans des actions de promotion de la justice et de la lutte contre l'impunité. Il appuiera la mise sur pied d'un réseau informel d'acteurs belges, européens et d'Afrique centrale. Il apportera son soutien à la mise sur pied d'ateliers et de séminaires nationaux et d'un forum régional traitant de ces thématiques. Des actions de sensibilisation sont prévues dans les écoles et au sein de l'opinion publique en Belgique.

Promotion de la Paix - RDC : La " Fondation Louis de Brouckère " organisera en collaboration avec la " la Fondation Jean Jaurès " un séminaire d'appui au processus de transition démocratique en RDC. Il réunira 200 cadres congolais provenant des différents partis politiques et de la société civile. Il y aura un échange d'expérience sur la décentralisation avec l'aide et la participation de plusieurs personnalités politiques européennes, africaines et d'Amérique Latine, avec pour objectif de favoriser l'instauration d'un climat de confiance entre des acteurs de la transition et de les aider à tisser des liens de coopération entre eux.

Renforcement de l'État de droit - RDC : En vue d'assurer la mise en Suvre des droits économiques et sociaux par les entreprises via leur responsabilité sociale " RSE ", " Groupe One " réalisera une étude en RDC avec une: analyse de la législation, de la jurisprudence et de la mise en pratique en matière de responsabilité sociale des entreprises. Cette étude s'inscrit dans un projet plus large incluant des études similaires en Belgique, dans des pays européens et un colloque qui devrait être organisé en RDC, à la suite de cette étude.

Renforcement de la démocratie - EUROMED : Dans le cadre de la mise en place d'une " Plate-forme non-gouvernementale élargie pour le " Forum civil Euromed ", le " Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme " et ses partenaires souhaitent organiser un processus de réflexion approfondi sur le rôle de la société civile euro-méditerranéenne et renforcer son action auprès des gouvernements euro-méditerranéens. Les priorités de la plate-forme sont la réformation du forum civil et la consolidation du processus de mise en place d'une interface entre les acteurs de la société civile euro-méditerranéenne et les pouvoirs publics.

Promotion des Droits de l'Homme - Turquie : La " Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) " envoie une mission internationale en Turquie avec l'objectif de renforcer la capacité d'action des ONG nationales de défense des Droits de l'Homme dans leur activité en vue de la ratification et de la mise en Suvre du Statut de la Cour Pénale internationale. La mission aura aussi pour action un processus de formation et de sensibilisation des ONG.

Promotion des Droits de l'Homme - Tunisie : Le " Comité pour le respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie " mettra en place un Centre d'études et de documentation sur les Droits de l'Homme en Tunisie et organisera 4 rencontres annuelles sur des thèmes prioritaires : bilan de l'Accord d'Association Union Européenne-Tunisie, administration de la Justice, réflexion en vue d'une mise en Suvre séculière des dispositions du code du statut personnel tunisien et la lutte contre la mal gouvernance et la corruption.

Promotion de la Paix - Moyen-Orient : Le projet de " Juzoor (Foundation for Health and Social Development) " vise à prendre en charge les femmes palestiniennes confrontées à la perte d'un proche (époux, enfant) durant la deuxième Intifada, à les aider à surmonter les effets psychologiques de ces événements et à se tourner vers des options constructives pour leur avenir et celui de leur famille. Les responsables mettront un programme de formation en place dans les régions les plus affectées par la situation: Naplouse, Jenine et Hébron. Après avoir été formées, un

groupe ressource de femmes partageant la même expérience entreprendra de travailler avec un nombre élargi de femmes. Promotion de la Paix - Moyen-Orient : " L'Université de Tel Aviv " invite 50 lycéens venus des villes de développement et des communautés défavorisées du pays, Juifs et Arabes, qui passeront 3 mois ensemble et suivront les cours à l'Université ; l'accent est mis sur des thèmes liés au droit et à l'éthique. Promotion de la Paix - Moyen-Orient : 10 jeunes Palestiniens et 10 jeunes Israéliens seront invités par la " Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie (CNAPD) " pour un séjour de 5 jours en Belgique, afin de débattre ensemble des conditions nécessaires à la résolution du conflit et rencontrer divers acteurs de la société civile en Belgique. Ils rencontreront des jeunes Belges afin de les impliquer dans la complexité des problématiques liées au conflit au Proche-Orient, au rôle que les jeunes des deux sociétés devraient jouer pour déboucher sur une approche pacifique. En outre, ils s'attacheront, une fois rentrés chez eux, à diffuser auprès de jeunes de leurs communautés respectives l'expérience qu'ils auront vécue en Belgique. Promotion des Droits de l'Homme - Moyen-Orient : " Avocats sans frontières " organisera un séminaire à Bruxelles réunissant 15 avocats palestiniens et 15 avocats israéliens de manière à mettre en réseau et renforcer le cas échéant les réseaux existants entre avocats actifs dans des dossiers concernant le conflit. Dans la suite de ce projet, ASF envisage d'installer une mission permanente à Jérusalem-Est. Promotion de la Paix - Moyen-Orient : La " Fondation Heinrich Böll " souhaite établir une Commission internationale de femmes qui sera un organisme représentatif avec un statut reconnu par les partenaires aux négociations et leurs interlocuteurs internationaux. Elle aura pour objet de développer une approche sensible à la perspective du genre dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Ce projet est développé dans le cadre du suivi du vote unanime par le Conseil de Sécurité de l'ONU de la Résolution 1325. D'autre part, les projets suivants sont également adoptés : Promotion des Droits de l'Homme - Europe : Un projet de la " Fondation pour la Solidarité " vise à réunir des représentants d'associations de la société civile et du monde académique, disséminés dans 5 pays de l'Union européenne - Belgique, Espagne, Italie, Autriche, Hongrie - et des représentants de la société africaine et méditerranéenne - République démocratique du Congo, Sénégal, Maroc - en vue de mettre en évidence de façon concrète et effective et de définir le rôle futur et essentiel de la Société civile dans l'Europe de demain, au travers du nouveau concept juridique qu'est la Démocratie participative. Le projet prévoit l'organisation de 3 séminaires (Glasgow, Budapest, Tolède) de réflexion sur le " principe de démocratie participative " et d'une conférence internationale à Bruxelles qui doit conclure les travaux des participants à l'échelle régionale. Promotion de la Démocratie - Belgique : Le projet a pour but d'apporter aux enfants, par le biais de l'enseignement, des valeurs humanistes et une conscience historique. Une lecture collective des événements de la Shoah peut y contribuer. C'est pourquoi un séminaire sera organisé au Yad Vashem (l'Institut Commémoratif des Martyrs et des Héros de la Shoah - Israël) en collaboration avec " Classroom of Difference " qui est coordonné, en Communauté française, par la " Cellule d'Education Interculturelle du CIFUFUL " et en Flandre par la VZW Agora. Douze enseignants issus de la Communauté française et douze enseignants de la Communauté flamande (et les deux coordinatrices du projet) participeront au séminaire. Renforcement de l'État de droit - Bosnie-Herzégovine : Le Conseil des Ministres du 7 février 2003 a approuvé, à la demande du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, le détachement de Monsieur Guy Van Craen, Président de la Chambre près la Cour d'appel d'Anvers, à la Cour d'Etat de Bosnie-Herzégovine. Cette cour joue un rôle important contre la criminalité organisée et la corruption. Il est maintenant proposé de prolonger ce détachement pour un an, du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe